

LES ENJEUX DE LA CRÉATION MONÉTAIRE : CHÔMAGE ET ALIÉNATION, OU PROSPÉRITÉ ET DÉMOCRATIE

CHÔMAGE ? Bas salaires ? Misère ? **Pourtant,**

- 1) **il y a beaucoup de travail** à faire, de nombreux grands chantiers urgents.
- 2) **On a aussi des hommes**, nombreux, cherchant du travail pour vivre.

Alors ?

Alors, **3) tout ce qui manque pour venir à bout du chômage, c'est DE L'ARGENT.**

Ah bon ?

Et c'est compliqué de créer de l'argent ?

Au fait, qui crée l'argent ? Comment ? Et pour qui ? (J.K. Galbraith)

Pour une société, l'argent est un peu ce que serait le sang pour un corps vivant : il en faut LA BONNE QUANTITÉ DISPONIBLE, ni trop ni trop peu, pour permettre à l'organisme d'effectuer tous les échanges qui lui sont nécessaires.

Eh bien, le croirez-vous, notre système actuel régule cette quantité en fonction de NOTRE HUMEUR ! Si nous sommes optimistes, confiants dans l'avenir, nous en créons beaucoup (trop, on va voir comment), et si nous sommes pessimistes, nous en détruisons (alors que nous en avons besoin plus que jamais) et nous nous anémions complètement (on va voir comment). (C. Juglar)

Ce système est idiot.

(Pas pour tout le monde.)

L'idée de cet échange public est de parler entre nous, simples citoyens, des mécanismes — actuels vs souhaitables — de la création monétaire, pour cesser de nous faire promener par de prétendus "experts" dont la pensée est manifestement prostituée.

Plan :

Introduction

La monnaie est le sang de notre société active ; sa quantité disponible conditionne la prospérité ou la misère, et aujourd'hui, elle dépend (stupidement) de l'humeur du moment ; étudions les mécanismes, leurs nuisances et quelques alternatives :

I - LA PRISON DE L'ARGENT-DETTE (le coup d'État permanent de LA MONNAIE PRIVATISÉE)

A - Le mécanisme de base :

- Nos deux monnaies : la monnaie centrale et la monnaie des banques privées.
- **Le crédit avec réserves fractionnaires, explication du crédit sans monnaie préalable : le bilan des banques depuis le prêt jusqu'au remboursement,**
- le seigneurage (revenu de la création monétaire), d'abord partagé puis abandonné, **la loi de 1973, l'art. 104 TM et 128 TL.**
- **L'exemple incroyable de la Fed.**
- Rappel de **ce qui relie la quantité de monnaie au niveau des prix** : pas tant la quantité de monnaie que **la rareté** des biens et services. Donc on peut créer de la monnaie sans inflation, si on le fait progressivement et si on met la monnaie dans les bonnes poches, c'est-à-dire de ceux qui la dépensent (Jean-Marcel Jeanneney) et en suivant l'intérêt général plutôt que l'intérêt des privilégiés.
- La thèse libérale, dite "standard" : la monnaie neutre, simple "voile" sans conséquence sur les échanges...
- **L'humeur du temps comme stimulus (ultra critiquable) de la quantité de monnaie en circulation (Juglar et Allais)...**

B - La soi-disant nécessité (à cause de la prétendue incurie de l'État) :

- La "planche à billets" (au sens large puisque les banques commerciales ne créent pas du tout les billets de banque, bien sûr) privatisée est-elle plus en sécurité qu'aux mains de l'État ?
- Le **honteux mensonge de la soi-disant très prioritaire lutte contre l'inflation**, qui cache la **priorité inavouable donnée au... chômage de masse** ! (Fitoussi)

C - Les prétendus garde-fous :

- La prétendue **obligation de refinancement** (alors que nous sommes "hors banque" depuis longtemps et que les BC refinancent les bc sans rien refuser),
- le soi-disant **besoin d'emprunteurs** (alors que l'on prête bientôt aux clochards (cf. subprimes) et que, par ailleurs, le prêt aux États et aux collectivités publiques est devenu, de ce point de vue méconnu, une vraie corne d'abondance),
- la théorique **concurrence entre banques** (privée d'effet si les banques s'entendent entre elles, pour avancer de plus en plus vite mais au même pas),

- les prétendus "**professionnels du risque**" que seraient les banquiers privés (qui ne prennent EN FAIT AUCUN RISQUE et qui s'ingénient avec succès à sortir tous les risques de leurs bilans),
- l'inacceptable **autorégulation** (qui est évidemment un foutage de gueule révoltant),
- le fantomatique **respect des lois** (alors que les élus des banques leur écrivent des lois sur mesure en retour d'ascenseur du financement des campagnes électorales)...
- Il reste les **fuites** (besoin de monnaie fiduciaire et besoin de devises pour financer le déficit des transactions courantes) qui, c'est vrai, limitent encore (un peu) la création monétaire par les banques privées, mais pas assez, et ces fuites ne règlent nullement le coup d'État des ultrariches sur le financement de l'économie.

D – les vraies nuisances, la soumission de tous (même l'État) aux porteurs d'argent (et a fortiori aux créateurs) :

L'exemple des pays sous-développés, jetés dans le piège de la dette odieuse. (Éric Toussaint, CADTM, aveux de Perkins assassin financier)

1. L'État ruiné :

- a. les **ressources confisquées** (les impôts des riches qui baissent),
- b. les **dépenses inutiles imposées** (les intérêts versés aux riches au nom de la dette publique),
- c. les **budgets (volontairement) déséquilibrés**, l'État soumis aux cruels dieux marchés financiers, (des parlementaires qui laissent filer **la dette odieuse** chaque année, et la servitude qui va avec, soi-disant par lâcheté...)

2. **L'État corrompu** : la **classe politique aux ordres** de ceux qui financent son élection, politiciens menant des **politiques antisociales et antirépublicaines** (guerres, destruction des services publics, libre échange, liberté des capitaux, politique monétaire chomage, immigration massive pour dumping social, injustice fiscale favorable aux oisifs...), pour toujours plus de soumission des individus atomisés,

3. **Et la Société affaiblie** : les **crises provoquées** (par les banques), les **entreprises alors achetées** pour une bouchée de pain, et le **chômage généralisé** (par manque de monnaie) pour une **docilité maximum** et de **bas salaires** (au lieu d'une inflation modérée qui aurait rendu la monnaie fondante).

4. **Finalement, la société condamnée au capitalisme**, c'est-à-dire à la dépendance de tous envers ceux qui ont du capital (Lordon, capitalisme, désir et servitude) faute de source publique d'argent permanent.

Dans un système d'argent rare et privé, la richesse permet de faire travailler les autres à sa place.

Derrière l'opposition frontale et millénaire entre pauvres et riches, on trouve le conflit fondamental oppose les travailleurs aux rentiers.

II – Quelques SOLUTIONS POUR FINANCER L'ÉCONOMIE : prendre le mal à la racine

A – Les solutions économiques :

- **Monnaie fondante** (Gesell) (ou **inflation** (Keynes), avec **indexation générale** (Allais) des salaires, des loyers et des emprunts) ;
- **nationalisation des banques et Glass-Steagall Act** (Keynes, Allais) ;
- "100 % money" (Fisher, Friedman) ;
- la "**reflation**" (Jean-Marcel Jeanneney) par **injection directe de monnaie permanente et gratuite** (publique et indépendante de tout crédit)(Granjean, Galand, Douglas, Even, Laborde) ;
- **fermer la bourse** (Lordon, Génèreux) puisqu'on n'a plus besoin de l'épargne ;
- et généraliser la technique révolutionnaire et non étatiste des **cotisations sociales** (Bernard Friot). **NE PAS RATER ÇA !**
- **Expériences monétaires** passionnantes (Holbecq, Derudder, Cornu)(presque toujours sabotées par les banquiers) : le principal effet de la création monétaire reprise en main par les citoyens est, **toujours et partout, la disparition du chômage** (en quelques SEMAINES !).

B – Les solutions politiques :

- **Sortir de l'élection** (Chouard) (qui permet aux riches d'acheter le pouvoir politique et de bloquer le progrès social)
- **et imposer le tirage au sort** (Chouard) (qui a bien fonctionné pendant 200 ans, soit autant que l'élection qui, elle, trahit ses promesses depuis 200 ans).

Conclusion

Finalement, 1) les citoyens ne font pas le lien entre le chômage (leurs difficultés personnelles) et la façon de créer la monnaie, donc ils n'en font pas un sujet politique majeur ; 2) le tirage au sort des représentants (et de leurs contrôleurs) serait la seule procédure incorruptible capable de rendre au peuple le contrôle public de la création monétaire, et là encore, personne ne fait le lien entre ses difficultés quotidiennes et son impuissance politique entretenue par l'élection des constituants :

1) Pas de prospérité avec une monnaie privée.

2) Pas de monnaie publique sans démocratie.

3) Pas de démocratie sans tirage au sort (de l'Assemblée constituante, d'abord).

En matière d'abus de pouvoir, si on veut être "à l'os", à la vraie cause des causes, comme le résumait bien Montesquieu : **tout pouvoir est porté à en abuser, tout pouvoir va jusqu'à ce qu'il rencontre UNE LIMITE. Il est donc inutile de s'en prendre aux pouvoirs qui abusent (ils sont programmés comme ça, on pourrait presque dire que ce n'est pas de leur faute), il faut plutôt s'en prendre à l'indifférence de tous ceux qui devraient rester VIGILANTS ET IMPOSER DES LIMITES.** Quelle limite imposez-vous, vous-même ?

Ce n'est pas aux hommes au pouvoir d'écrire les règles du pouvoir, ce n'est pas aux ministres, ni aux parlementaires, ni aux juges, ni aux hommes de partis, d'écrire ou modifier la Constitution : l'Assemblée constituante doit être tirée au sort.

Mais il est **inutile d'attendre** que les élus décident ÇA : **ils ne le feront JAMAIS.**

C'est aux citoyens eux-mêmes d'**imposer** que l'Assemblée constituante soit tirée au sort.

Tout le reste suivra, naturellement : démocratie et prospérité.

Sans cela, les pires continueront à gouverner.

Bibliographie : je vous parlerai des réflexions de :

- Clément Juglar, "Des crises commerciales et de leur retour périodique" (1862).
- Silvio Gesell, "L'ordre économique naturel : monnaie franche et sol franc" (1911).
- Major Douglas (1879-1952) et Louis Even (1885-1974), "Le crédit social. Sous le signe de l'abondance".
- John Maynard Keynes, "Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie" (1935).
- Irving Fisher, "100% Money. La couverture intégrale." (1935).
- Eustace Mullins, "Les secrets de la réserve fédérale (1952).
- John Kenneth Galbraith, "La crise économique de 1929" (1954), "L'argent" (1975).
- Jean-Marcel Jeanneney, "Écoute la France qui gronde" (1996).
- Maurice Allais, "Pour l'indexation" (1990), "La crise mondiale aujourd'hui" (1999).
- Pierre-Noël Giraud, "Le commerce des promesses" (2001).
- John Perkins, "Les confessions d'un assassin financier" (2004).
- Jean-Paul Fitoussi, "La politique de l'impuissance" (2005).
- Éric Toussaint, "Banque mondiale, le coup d'État permanent" (2006) et "50 questions, 50 réponses sur la dette, le FMI et la Banque Mondiale" (2002).
- Marie-Louise Duboin, "Mais où va l'argent ?" (2007).
- Liêm Hoang-Ngoc, "Le fabuleux destin de la courbe de Phillips" (2007)
- Frédéric Lordon, "Jusqu'à quand ?" (2008), "La crise de trop" (2009), "Et si on fermait la bourse ?" (2010).
- Matt Taibbi, "Goldman-Sachs, la grande machine à bulles" (2009).
- André-Jacques Holbecq et Philippe Derudder, "La dette publique, une affaire rentable" (2008), "Argent, dettes et banques" (2010).
- Christian Tutin, "La pensée monétaire de l'âge classique à nos jours" (2010).
- Jean-Michel Cornu, "De l'innovation monétaire aux monnaies de l'innovation" (2010).
- Bernard Friot, "L'enjeu des retraites" (2010).
- Christian Gomez, "Une vieille idée peut-elle sauver l'économie mondiale ?" (2010).
- Stéphane Laborde, "Théorie relative de la monnaie" (2010).
- Frédéric Lordon, "Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza." (2010).

Je profite de ce message pour vous signaler **une très intéressante citation de John Law** (injustement calomnié pour des excès que le roi lui-même —et pas Law du tout— a commis, en contradiction expresse avec tous ses conseils explicites de prudence : John Law savait très bien qu'il ne fallait surtout pas créer trop de monnaie-papier au risque de tuer la poule aux œufs d'or) :

Chômage et monnaie

« Le commerce intérieur dépend de la monnaie ; une plus grande quantité emploie plus d'individus qu'une moindre quantité. Une somme bornée ne peut faire travailler qu'un nombre d'individus proportionné ; et c'est avec peu de succès qu'on fait des lois pour employer l'oisif et le pauvre dans les pays où le numéraire est rare.

De bonnes lois peuvent porter le numéraire au plus haut degré de circulation dont il est susceptible, et le contraindre aux emplois qui sont les plus profitables au pays ; mais aucunes lois ne sauraient aller plus loin, et l'on ne peut pas faire travailler un plus grand nombre d'individus sans une plus grande quantité de numéraire mis en circulation pour payer les salaires de ce plus grand nombre. On peut les amener à travailler à crédit ; mais cela n'est point praticable, à moins que le crédit n'ait assez de circulation pour fournir aux besoins des ouvriers ; dans cette hypothèse, le crédit est une monnaie, et produira les mêmes effets que la monnaie sur le commerce intérieur et étranger. »

John Law, Considérations sur le numéraire et le commerce (1705),
in E. Daire, Économistes financiers du XVIIIe siècle, Paris, Guillaumin, 1843.

Bien sûr, j'ai mis ça en bonne place dans [ma \(précieuse\) page 'En vrac'](#).

Tout un chapitre (qui, je crois, est inédit) est consacré à John Law dans le précieux livre de [Christian Tutin, "La pensée monétaire de l'âge classique à nos jours" \(2010\)](#) (signalé en biblio).

Étienne Chouard

<http://etienne.chouard.free.fr/Europe>